

“ L’orient le jour” Mercredi 29 janvier 2014

## **Nouveau gouvernement : le LCPS propose trois solutions pour relever le défi économique**

Pour relever une des plus graves crises économiques que le pays ait jamais connues, le nouveau gouvernement devra prendre trois mesures primordiales : élargir son assistance aux plus démunis en ciblant à la fois Libanais et Syriens, soutenir le développement des régions et coordonner les actions de développement.

Tandis que la formation d'un nouveau gouvernement ne semble plus être qu'une question de temps, les défis économiques à relever sont d'une ampleur sans précédent. Sami Atallah, président du Lebanese Center for Policy Studies (LCPS), propose une stratégie en trois points pour relever le défi économique auquel devra faire face le nouveau cabinet.

D'abord, le nouveau gouvernement devra identifier les faiblesses structurelles de l'économie libanaise précédant la crise syrienne, à savoir : le déficit public chronique, le chômage, la structure oligopolistique du marché et la faiblesse des infrastructures. Pour le spécialiste, entre 2006 et 2010, ces handicaps ont été masqués par des taux de croissance élevés.

Ensuite, le gouvernement doit considérer la crise des réfugiés syriens comme un problème sur le moyen et long terme et doit ainsi prendre des mesures adéquates. Plusieurs études ont montré que dans d'autres pays déchirés par la guerre, les réfugiés n'ont regagné leur pays que cinq à sept ans après l'arrêt des combats. Pour le Liban, le compte à rebours n'a même pas encore commencé.

« Ignorer ces deux réalités que sont les problèmes économiques structurels d'avant la crise et la question des réfugiés syriens, c'est ignorer toute tentative de résoudre les maux du pays », écrit Sami Atallah. « Si le nouveau cabinet se veut sérieux, ce dernier devra élaborer une stratégie en trois volets pour résoudre les problèmes socio-économiques du pays », a-t-il affirmé.

### **Porter assistance aux Libanais et aux Syriens**

Le premier volet de la stratégie proposée par le LCPS est de venir en aide à la fois aux Libanais et aux Syriens. « Étant donné l'ampleur de la crise et ses conséquences avec plus d'un million de réfugiés syriens et plus d'un million de Libanais en situation précaire, le gouvernement doit directement apporter une assistance à ces segments de la population », écrit le LCPS.

En effet, selon un récent rapport de la Banque mondiale (BM), 170 000 nouveaux Libanais tomberaient sous le seuil de pauvreté dans les deux années à venir. « Bien qu'il soit évident que les réfugiés syriens sont en situation de désespoir et qu'ils ont besoin de toute l'aide nécessaire, le gouvernement doit étendre son programme d'assistance à destination de sa propre population vivant dans la pauvreté, afin de limiter les tensions émergentes entre Syriens et Libanais », poursuit le LCPS.

Par ailleurs, plusieurs défis attendent le nouveau gouvernement. Ce dernier devra en outre faire face à la question des réfugiés en ville, lesquels sont plus difficilement identifiables que ceux vivant dans des camps. Le nouveau cabinet devra mettre en place un mécanisme s'assurant que l'aide financière aille bien aux bons bénéficiaires.

### **Un plan régional de développement**

Pour que l'assistance aux plus démunis soit efficace, cette stratégie doit être complétée par des investissements dans les infrastructures : eau, traitement des déchets, électricité et collecte des ordures afin de soulager la situation extrêmement précaire dans laquelle se trouvaient de nombreuses régions libanaises avant même le début de la crise syrienne.

« Bien que 80 % des 1000 municipalités libanaises sont administrativement faibles et dotées de peu de ressources, 50 à 80 parmi elles sont assez solides pour prendre le pas sur les questions de développement », écrit le LCPS.

Le gouvernement devrait soutenir ces communes par des incitations fiscales. Tout d'abord, il pourrait leur verser leur part du Fonds municipal indépendant à temps et faire le versement en une seule fois, comme indiqué dans le décret 1917. Ensuite, le gouvernement peut aussi booster les ressources du FMI en stoppant tout simplement tous les retraits illégaux du fonds qui ne bénéficieraient pas aux municipalités. Toujours selon le LCPS, le gouvernement pourrait débloquer l'argent accumulé au ministère des Télécommunications pour une valeur estimée entre 1,5 et 2 milliards de dollars. Enfin, la création d'un partenariat entre le secteur privé et les municipalités pourrait être une solution au développement des régions, ajoute le LCPS.

### **Assurer le développement économique**

Le gouvernement devra enfin définir un cadre réunissant bailleurs de fonds, administrations et ONG locales afin de coordonner leurs actions pour faire face efficacement à la crise.

Ensuite, le gouvernement doit réussir à attirer d'autres ressources en attirant des capitaux, des investissements privés pour créer de l'emploi. Au lieu de ne compter que sur l'aide humanitaire, il faudrait encourager le développement de nouvelles activités dans la Békaa et le Nord par des incitations fiscales pour les entrepreneurs.

La fuite des capitaux actuelle de Syrie pourrait être une formidable opportunité d'investissement et de création d'emplois à la fois pour les Libanais et pour les Syriens. Mais pour cela, le gouvernement doit soutenir de telles initiatives par une infrastructure adéquate, notamment en matière de routes et d'électricité en continue et abordable. Les effets de telles initiatives seront durables et se poursuivront même après la crise. Enfin, le gouvernement devrait aussi chercher de nouveaux débouchés pour les exportations libanaises, ce qui redynamiserait l'économie. Toujours selon le LCPS, malgré les obstacles, les industriels libanais ont réussi à exporter des produits très sophistiqués, en l'absence d'une politique industrielle efficace.